

L'héritage d'Obama

Que reste-t-il du 44^{ème} président US, qui éveilla de si grandes espérances en Europe ?

Roland Benedikter

Le bilan d'Obama est mélangé, comme chez tous les dirigeants politiques et comme dans la réalité, presque acculé aux nécessités. Le premier président noir de l'Amérique, après 43 blancs, voulait être, dans son temps de fonction 2009-2017, à tous les égards réformateur, rénovateur, secoueur et revenir à l'esprit originel : un ouvrier d'horizon plus humaniste, de formation de communauté nouvelle, en se fondant sur un idéalisme politique rhétorique grandiose, grâce à quoi il s'éleva comme une comète et finalement fut élu. Obama voulait remettre l'Amérique sur de nouvelles bases — tant au plan de la politique intérieure qu'au plan de celle extérieure.

Sur l'agenda de politique extérieure, après une décennie de guerres-US, la paix, la conciliation et l'achèvement des conflits se trouvaient à l'ordre du jour. La réconciliation avec l'Iran, Cuba et la Chine, Obama l'accomplit jusqu'à un certain degré, en étant soumis à la tare que lui a imposée la politique de faucon menée contre la Russie par sa ministre des affaires étrangères, Hillary Clinton. Ses ambitions de paix étaient idéalistes ; son inflexion reliée à cela, d'effectuer un retrait des USA de la responsabilité internationale et globale, était réaliste.

Vers l'extérieur, Obama ne voulait plus positionner l'Amérique au premier rang sur l'Atlantique, mais la réorienter plus fortement au contraire sur le Pacifique, pour influencer le nouveau centre de gravité global de l'Asie avec une Chine qui monte et installer ainsi l'Amérique au centre, entre Est et Ouest, afin d'en élargir les espaces de jeu. Son « virage vers l'Asie » (*pivot to Asia*) Obama — qui est né en 1961, lui-même dans l'espace pacifique (Hawaï) — le réalisa dans sa première période de fonction en s'éloignant de l'Europe, mais il eut bien moins de réussite qu'il espérait. Au plus tard, avec l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie, en mars 2014, il fut forcé d'admettre que l'Amérique devait « revenir vers l'Europe », pour maintenir sa position dans le monde. Cela ne fut que l'un de ses nombreux changements de direction à 180° de son temps de fonction. C'est avant tout la politique extérieure qui révéla tout juste une ligne claire, en rétrospective, puisqu'il y eut de très nombreuses concessions, retraits, réactions et corrections de trajectoire. Le monde d'après Bush sembla assez peu, voire à peine comprendre la main nouvellement tendue de l'Amérique — ou bien l'interpréta comme une faiblesse ou selon le cas, le signe d'un déclin intérieur.

En politique intérieure, Obama tenta de mener de vastes réformes sociales, en partie sur l'exemple européen, comme l'imposition d'un salaire minimum et l'obligation de l'assurance santé pour tous, afin de contrecarrer l'inégalité dans le pays, prévenir sa scission progressant rapidement en gagnants et perdants et renforcer ainsi l'Amérique de l'intérieur. Obama voulut limiter vers l'intérieur la puissance de la finance spéculative de *Wall-Street* et « en revenir à une réelle production de choses ». Il maîtrisa intérieurement la crise financière et économique globale de 2008, émanant de *Wall-Street*, mais il fit peu bouger les choses, dans ses efforts de régulation contre la finance spéculative débordante, tant au plan national qu'international. Sa seule et unique nouveauté dans le cadre de la « guerre déclarée contre *Wall-Street* », fut la création d'une agence de consommateurs, insignifiante, avec principalement une fonction de conseil et d'information. Par contre *Wall Street* continue aujourd'hui, comme avant, en effet, à se focaliser encore plus fortement sur l'accroissement de l'inégalité globale et le renforcement des riches aux détriments de la classe moyenne. Au cœur de sa politique, et en partie à l'exemple européen, Obama voulait réduire l'inégalité en Amérique. Pourtant dans les huit ans de sa présidence, celle-ci s'accrût, en Amérique comme dans le monde, pour atteindre des niveaux records qui entre-temps menacent autant la stabilité de l'Occident que l'ordre mondial. Beaucoup de cela eut à faire avec le bâillonnement d'Obama imposé par l'*US-Establishment*, l'influence de la ploutocratie sur les partis et le Congrès ainsi qu'avec les nombreux compromis de l'administration Obama. À cela se rajoute l'équilibre fondamentalement et extrêmement difficile à instaurer entre le libéralisme capitaliste — lequel, à la différence de l'Europe, représente le noyau historico-culturel de la démocratie US — et les nouvelles mesures sociales de répartition. Cet état est dû aussi au conflit entre gouvernements « plus fort » et « plus faible », qui caractérisa l'histoire de l'Amérique depuis le premier jour et qu'Obama ne parvint pas non plus à équilibrer suffisamment à la force du poignet

En tout, l'énergie fondamentale de la présidence Obama, tant au plan intérieur qu'à celui extérieur, vint moins des actes, mais plutôt, au contraire, de paroles puissantes. Ce fut plutôt une vertu de conjuration que des faits. L'idéalisme d'Obama agit si fort au début, avant tout sur des Européens fatigués de l'Amérique — celle d'après le

11 septembre et de George W. Bush — que dix mois seulement après son entrée en fonction et sans avoir de résultats à exhiber, voilà-t-il pas qu'il reçut le prix Nobel en décembre 2009 : pour ses promesses d'équilibre et de réconciliation en politique mondiale, parmi lesquelles celles de ne pas continuer à répandre l'armement atomique et la main tendue, au début, envers le monde islamique. Pourtant ces politiques étaient associées en réalité, sans que ceci fût suffisamment thématiqué, avec le début d'une retraite rampante des USA hors des contextes mondiaux de responsabilité, ce qui laissa devenir des pays non-démocratiques plus forts, d'année en année, comme la Chine, la Russie et l'Iran. Des critiques, parmi lesquels aussi le nouveau secrétaire général de l'ONU, António Guterres, parlent, en rétrospective des huit années de fonction d'Obama, d'un affaiblissement croissant, en effet, voire d'une remise en question de l'ordre international dans la relativisation du rôle de l'Occident, voire même carrément d'un début de déclin de la politique mondiale de l'Occident, sur la base d'une passivité américaine et d'une impuissance européenne.

Quant à savoir si cela est pertinent ou pas, le dessein d'Obama, vu sur l'ensemble de sa présidence concerna en premier lieu la politique intérieure, — ce qui s'exprima négativement en répercussion dans la politique extérieure, en comparaison nettement plus réservée, par rapport à la phase historique précédente : un rôle faible — qui produisit tout son effet en Syrie et en Irak. La Russie et l'Iran purent prendre les devants et se redresser en déterminant un ordre de paix éventuel toujours unilatéral, alors que les puissances de l'ordre global précédent, l'Amérique et l'Europe, frappaient par les actions-alibi avec sinon une réticence au-delà de toute proportion. Dans le temps de l'exercice d'Obama, de larges régions d'Afrique tombèrent en outre sous influence chinoise et décrochèrent de l'Occident, tandis que l'Amérique latine gagnait en autonomie et s'associait de même, aussi plus fortement qu'avant, aux puissances non-démocratiques en Asie, avant tout au plan de la politique et de l'économie des ressources.

Accent importants

L'illusion sur la gestion de la charge d'Obama, très prometteuse au début, fut inévitable en dépit de nombreux accents positifs. Pourtant les réalisations d'Obama sont aussi nombreuses lorsqu'on regarde en arrière. Elles sont peut être en ce moment même sous-estimées, sous l'avance impétueuse de l'agenda de Trump. Mais leur reconnaissance à long terme est tout aussi inéluctable, comme le peu d'estime actuelle qu'on leur accorde. Parmi les succès d'Obama, il y a quelques conquêtes qui ouvrent des voies.

Les impulsions les plus importantes d'Obama sont de nature politico-sociale. Et en outre, dans le cadre de la politique des minorités, le fait qu'Obama fut le premier président qui s'excusa au nom de l'ensemble de la nation auprès des habitants primordiaux de l'Amérique, les « Amérindiens » — et fit publiquement thématiquer à leur demande aussi des sujets curieux. Ainsi, par exemple, le vol probable des crânes des chefs amérindiens, des chamans et du guerrier Geronimo, au début du 20^{ème} siècle, après profanation de leurs tombes par des membres de la société secrète élitaire de l'université de Yale « *Skull and Bones* » (crânes et ossements) — parmi lesquels probablement l'arrière-grand-père de George W. Bush, Prescott Bush — à des fins de conjurations sur « l'esprit aussi curatif que guerrier de l'Amérique ». Les représentants des Amérindiens exigèrent la restitution des crânes et déposèrent leur requête auprès d'Obama, au sujet de quoi par exemple le *New York Times* rapporta des incitations indirectes de la part de la Maison blanche pendant des mois. Obama poussa dans l'ensemble à un débat sociétal sur les minorités culturelles ethniques, religieuses et le thème des races — tant au plan national qu'international. Sa réalisation principale furent plusieurs grands discours historiques pour les USA, par exemple « *A more perfect union* » (*Une meilleure union*) au sujet de la question raciale US, à Philadelphie en mars 2008, et aussi « *A new beginning* » (*Un nouveau commencement*) au Caire, en juin 2009 à partir d'une conciliation avec le monde islamique et au sujet des signes précurseurs du printemps arabe, qu'il déclencha précisément par ce discours. Ces discours d'Obama comptent historiquement parmi les meilleurs aux USA. Qu'Obama fut aussi le premier président à ne pas les lire devant les auditeurs et spectateurs au moyen des ressources médiatiques non visibles du téléprompteur, ne porte pas préjudice à leur effet historique.

Dans le domaine environnemental, Obama mit en place des mesures pour les USA avec son agenda concernant l'environnement — ainsi l'interdiction de l'extraction du pétrole dans les régions d'Alaska, le blocage du pipeline *Keystone* du Canada dans son état de résidence, l'Ohio ou encore la création de la plus grande zone maritime protégée d'Amérique, au large des îles Hawaï. Obama mit des accents importants dans le domaine de la politique mondiale environnementale, en commençant par son grand discours sur l'environnement « *Space policy speech* » (Discours sur la politique spatiale), en avril 2010 au *Kennedy Space Center*, dans lequel il mit en place les infléchissements au sujet de la nouvelle orientation pour les générations à venir et rehaussa la politique environnementale mondiale comme la plus importante partie de la politique potentielle de l'humanité à longue échéance. Obama déclara l'interdiction de la colonisation de la voie lactée qui entoure la Terre, et donc en

principe, celle de la dispersion de l'humanité au-delà de la Terre et la prise de possession des ressources extra-terrestres jusqu'au milieu du siècle. D'autres puissances, comme la Chine, l'Inde et la Russie, s'empressèrent de suivre son exemple — déjà à cause de la valeur espérée des espaces terrestres et matières premières à exploiter jusqu'à la fin du siècle et à cause des intérêts terrestres qui y sont associés.

De nombreuses impulsions restantes, Obama ne pouvait bien entendu les imposer que par décrets (*executive order*), c'est-à-dire au moyen d'ordonnances présidentielles directement sur les organes et autorités exécutifs du gouvernement fédéral, à côté du Parlement. Car le problème central d'Obama demeura seul et unique durant toute sa présidence : il fut systématiquement bloqué par les opposants Républicains, avant tout à partir de 2011 et la majorité de l'opposition existante depuis la Chambre des représentants et à partir de 2015, par les deux Chambres, Sénat et Chambre des représentants. C'est pourquoi le bilan mitigé d'Obama n'est pas seulement de son fait à lui, mais plutôt dû centralement à la politique de blocage irresponsable, à partir d'une vision nationale, d'un parti républicain sans idées qui était devenu un parti de non-action sous la férule du petit-parti des radicaux du *Tea-party*.

Et le bilan européen d'Obama ? Pour l'Europe, Obama ne fut qu'un prédisent partiellement bon. Le jubilé de Berlin, sous les colonnes de la victoire à Berlin, pour le candidat à la présidence d'alors, en juillet 2008, est en rétrospective, une ironie de l'histoire, étant donné que le Président Obama fut le premier président américain et en cela un « réformateur », à avoir fait changer de cap le vaisseau américain de l'Atlantique vers le Pacifique. Sa conseillère pour l'Europe, la « fauconne » en politique extérieure — Victoria Nuland — ex-conseillère euro-septique et euro-contemprice, du Républicain de droite Dick Cheney et femme de Robert Kagan — le partisan du *Brexit* — qui déclara durant le temps de la présidence Obama, en février 2014, l'axiome, entre temps devenu historique : « *Fuck the EU !* » — sans être contredit ni sanctionné, ni par sa supérieure directe, Hillary Clinton, ni par Obama lui-même. La raison pour laquelle Obama lui confia, justement à elle, la fonction-clef de « chargée de l'Europe » au ministère des Affaires étrangères, reste encore un mystère jusqu'au jour d'aujourd'hui.

Que deviendra l'héritage d'Obama ? Vu à très longue échéance il a réalisé assurément des amorces, installé de changements de voie, fait des exemples, posé des mesures pour un Occident meilleur. Son successeur Donald Trump, vient d'annoncer, jusqu'en 2021, voire 2025, qu'il ferait nonobstant machine arrière, sur nombre des points concernés : la réforme d'Obama sur la santé, de larges parts de la politique extérieure s'appuyant sur la diplomatie, l'engagement pour l'OTAN d'Obama pour l'unité de l'Occident, ainsi que l'engagement des USA à la Conférence de Paris sur l'environnement en décembre 2015, ce par quoi Trump laisse ainsi la voie libre à la Chine d'une manière plus résolue, étant donné que la Chine a toujours couplé son accord à celui des USA. Si Trump devait renoncer aux accords de Paris, la Chine pourrait aussi se retirer, sous le prétexte de conditions économiques identiques, ce qui affaiblirait d'une manière décisive le fondement de la protection globale du climat qu'avait nonobstant fait évoluer résolument Obama.

Dans l'ensemble, le nouveau président Trump remplacera l'ère Obama, en la conciliant raisonnablement par l'ère pragmatique d'un « *deal* meilleur ». C'est aussi la raison pour laquelle Obama tenta de venir en aide, par tous les moyens durant la dernière année de son mandat, à Hillary Clinton, pour qu'elle vainquît et sauvât les résultats de sa présidence. L'élection de Trump, avec en plus la double majorité conquise par les Républicains aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des représentants, fut la punition ultime, sinon carrément une sorte de déclaration d'échec de sa politique au moyen des processus prévus de l'élection démocratique, quoique Clinton — et avec cela Obama indirectement — ait recueilli, dans l'ensemble du pays, 2, 5 millions de voix de plus que Trump.

A-t-il réellement et définitivement échoué ?

Bilan ? Moins d'héritage économique, beaucoup plus une inscription au livre d'histoire, ses réalisations et l'héritage spirituel et politique de sa présidence 2009-2017, semblent relativisés par les plans de Trump, voire même rendus sans importance : Trump veut avant tout, comme il le clame à tout bout de champ, revenir en arrière sur le « noyau social » de la réforme et le renouvellement politique d'Obama. C'est pourquoi, pour beaucoup d'observateurs étrangers, Obama a l'air d'avoir échoué en fin de compte, car il restera à peine quelque chose de ses projets centraux et politiques, si les choses vont aux Républicains.

Beaucoup de gens aujourd'hui sont convaincus de l'échec de l'agenda d'Obama. Mais ce pourrait être le contraire. Car le temps d'Obama arrivera peut-être d'abord à cause de Trump, d'une manière paradoxale. Trump semble à peine changer quelque chose à son tintamarre, ses offenses et ses incompétences vis-à-vis de ses opposants. Cela pourrait mener à ce que beaucoup reconnaissent la valeur de l'ère Obama, tout d'abord par Trump, ce sur quoi Obama a déjà plaisanté lui-même lors de la phase finale du combat électoral Clinton-Trump.

Que peut-on apprendre, en Europe, de la montée cométaire d'Obama et de son atterrissage extrêmement dur sur le terrain des faits ?

Une chose avant tout : Il n'existe aucune configuration politique du salut — en tout cas pas dans notre monde, qui consiste en la combinaison de technologies, de cultures diverses, d'économies et de traditions politiques et de globalisation. Une politique comme art du possible, ne peut pas se limiter, dans un tel monde seulement et carrément, aux visions enthousiasmantes et aux discours idéalistes. La politique, c'est l'art de maintenir en équilibre sur la balance, l'idéalisme et le réalisme, aussi sous l'influence des diverses idéologies spirituelles et politiques : associer pragmatiquement l'idéalisme et le réalisme de manière telle que jour après jour il en résulte un processus concret d'évolution qui oriente en petit comme en grand — et avant tout dans ses interactions — sur la raison, l'équilibre et l'intégration.

C'est cela qu'a tenté Obama, comme tous les autres avant lui, et il n'en fut que partiellement couronné de succès, et partiellement mis en échec en aussi. La place d'Obama dans l'histoire se révélera seulement après l'ère Trump. *Sozialimpulse* 1/2017.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Dr. Roland Benedikter est professeur et chercheur en l'analyse politique multidisciplinaire au Centre Willy Brandt de l'Université de Wrocław/Breslau et de l'Université de Stanford (Californie) et, entre autre, conseiller scientifique auprès de la Société autrichienne pour la politique européenne de Vienne et de la *Harvard International Review*.
Courriel : rolandbenedikter@yahoo.de